



Déclaration liminaire CGT au Comité Social d'Administration Local (CSAL) de la DRFiP67 du 10 octobre 2025

Monsieur le Président,

Au niveau local, les réorganisations et restructurations imposées et subies à la DRFiP67 ces dernières années, ont suscité de vives inquiétudes, fragilisé nos services et entraîné un réel sentiment d'insécurité professionnelle chez les agents. Des agents qui vivent mal la déshumanisation des procédures, la charge administrative et la perte de sens du travail.

Le transfert en juin 2025 de la caisse résiduelle du SGC Strasbourg et Eurométropole à la Trésorerie Amendes de Strasbourg, point qui est à l'ordre du jour de cette réunion du CSAL à la demande de l'intersyndicale, est un énième exemple de la gestion hasardeuse du personnel dans notre direction. En effet, les agents du service de la Trésorerie Amendes ont souffert de ce transfert clairement mal préparé, et cela malgré les alertes des organisations syndicales. Une mauvaise préparation qui a provoqué un retard conséquent dans les missions habituelles dévolues au service et entraîné une réelle dégradation des conditions de travail des agents du fait de la charge de travail supplémentaire dans un service déjà en sous-effectif. Encore une fois donc, les inquiétudes puis la souffrance exprimée par nombre d'agents depuis des années, que nous, représentants syndicaux, faisons remonter dans les instances locales et nationales, a hélas été tout simplement ignorée.

Au niveau national, la population, elle aussi excédée, fait savoir depuis plus d'un mois par de fortes manifestations et par la grève, son opposition à la politique d'austérité menée par les gouvernements successifs sous la présidence Macron mais également sa revendication de plus de justice sociale et fiscale. Grâce à nos grèves, à la pression populaire et au manque de soutien parlementaire, le nouveau premier ministre, à peine a-t-il annoncé une partie des ministres de son gouvernement, démissionne avec fracas. Encore un couac au sommet de l'Etat.

Même si on ne parle plus de supprimer deux jours fériés et de signer les décrets de doublement des franchises médicales, le compte pour les agents de la DGFIP est loin d'être bon pour ceux qui vivent mal toutes ces restructurations et ces suppressions d'emplois.

Monsieur le président, les agents de la DRFiP67 ont besoin de stabilité dans leur travail mais également de reconnaissance.

Pour rappel, la CGT Finances Publiques revendique notamment :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- L'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes,
- l'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladies,
- la revalorisation significative des rémunérations,
- des moyens budgétaires suffisants pour exercer nos missions de service public,
- l'arrêt du versement des 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises,
- une vraie justice fiscale avec la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, le rétablissement de l'ISF et une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu,
- La retraite à 60 ans,
- Le 100 % sécurité sociale plutôt que le recours à des mutuelles privées comme ALAN